L'encre rouge

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois

Nouvelle série, n° 46 mars 2019

Se débarrasser du capitalisme est une question de survie

Une certaine presse a un peu trop facilement décrit la jeunnesse d'aujourd'hui, la génération qui a grandi dans le monde d'après la prétendue « fin de l'histoire », comme individualiste, dépolitisée, et ayant totalement intégré les impératifs de concurrence et de consommation ostentatoire du capitalisme mondialisé. Bref, une génération enfin conforme à la « nature humaine » telle que les idéologues néolibéraux voudraient qu'elle soit. Ces idéologues se sont cru victorieux un peu trop vite. Avec la grève du climat, c'est au contraire une jeunesse lucide, déterminée, politiquement éclairée, radicalement critique de la pensée unique néolibérale, qui est descendue dans la rue. C'est un mouvement que le Parti du Travail ne peut que saluer, un mouvement qui serait en soi remarquable, et qui répond à une véritable urgence.

La situation est en effet aujourd'hui extrêmement grave. Le réchauffement climatique n'est plus un danger à terme, voire à court terme, mais un phénomènes déjà là, dont les premiers ravages – phénomènes climatiques extrêmes, sécheresses records, fonte accélérées des glaciers et des banquises – se font déjà sentir. Et la situation va en s'aggravant. Le mouvement mondial qu'est la grève du climat a apporté une prise de conscience bienvenue de l'urgence de l'enjeu, que notre Parti ne peut que saluer. La jeunesse qui a impulsé ce mouvement est en effet la dernière génération qui peut encore y faire quelque chose. Il est vital d'atteindre, d'ici 2030, un bilan net d'émission de gaz à effets de serre nul si nous ne voulons pas augmenter la température globale de plus de 2°C. Si nous ne faisons rien, c'est un réchauffement de 4°C qui nous attend, ce qui impliquerait une boucle de rétroaction incontrôlable : acidification des océans, fonte des glaciers, disparitions des banquises, émissions de méthane dues au dégél du permafrost…qui entraînerait un réchauffement climatique de plusieurs degrés supplémentaires, face auquel nous ne pourrions plus rien. Il est difficile de dire à quoi ressemblerait un tel monde, mais il paraît clair que la surface de la Terre serait alors inhabitable pour la plupart des espèces qui y vivent actuellement, dont la nôtre.

Cette réalité était connue depuis longtemps. Mais les mesures réellement utiles qui ont été prises jusque là ont été notoirement insuffisantes. Et les pseudo-solutions libérales, le fameux marché des droits de polluer, n'ont été qu'une arnaque sans aucun effet tangible. De fait, les émissions de gaz à effet de serre ont régulièrement continué à augmenter. Les politiciens bourgeois se sont opposés à ce que des mesures réellement contraignantes soient prises, au nom de la « liberté » de quelques uns à s'enrichir au-delà de toute mesure, ou détriment de notre avenir, au nom de l' « économie », en clair des intérêts de la toute petite oligarchie qui la contrôle.

Cela ne peut plus durer. Il importe que des mesures réelles, des mesures contraignantes soient prises, si on veut éviter la catastrophe imminente. Le bilan déplorable des trois dernières décennies a amplement prouvé qu'aucune solution ne viendra du marché. Le marché est le problème, il ne saurait être la solution. Nous considèrons qu'un changement de système est indispensable pour mettre fin au désastre, que se débarrasser du capitalisme est une question de survie. Dans tous les cas, des mesures fortes, et contraignantes, doivent être prises dans les plus brefs délais. La droite, majoritaire dans ce pays, s'y refuse, ne pouvant pas, par principe, s'engager dans une voie qui irait à l'encontre de la recherche du profit maximum à court terme par la toute petite oligarchie au service de laquelle elle travaille. Les agissements du PLR et de l'UDC n'ont que trop vite démontré à quelle point leur tentative de greenwashing était hypocrite. Ces agissements ne peuvent plus durer. Il n'est pas acceptable qu'une petite minorité privilégie sacrifie l'avenir de l'humanité à sa cécité politique et à ses intérêts égoïstes immédiats. Il n'est pas possible de laisser ces gens continuer à nous entraîner vers l'abîme. Dans l'intérêt général de l'humanité, le pouvoir, dont ils font un si mauvais usage, doit impérativement leur être arraché des mains. La mobilisation est plus indispensable que jamais. Le Parti du Travail est résolument du côté de toutes celles et ceux qui se lèvent pour mettre fin au saccage de l'environnement, pour notre avenir.

Alexander Eniline

« Bâtir ensemble une ville vivante en tenant compte des problématiques des différents quartiers »

L'Assemblée générale du Parti du Travail, qui s'est tenue le samedi 9 mars 2019, a donné à l'unanimité un préavis favorable à la démarche de notre camarade Maria Pérez, actuelle conseillère municipale, qui s'est mise à la disposition du Parti pour une candidature au Conseil administratif de la Ville de Genève. La décision définitive devra être prise, pour des raisons statutaires, par une Assemblée générale ultérieure, où ce point figurera à l'ordre du jour. Ceci dit, l'Assemblée générale du 9 mars a reconnu à l'unanimité qu'il s'agit d'une candidature sérieuse et crédible. Quelques questions à notre potentielle future candidate :

Tu sièges depuis 12 ans au Conseil municipal de la Ville de Genève. Aujourd'hui tu souhaites te présenter au Conseil administratif. Pourquoi ?

J'ai la passion de la chose publique. Depuis douze ans, je m'investis dans un travail d'équipe en siégeant comme conseillère municipale, je connais les dossiers, j'aime aller au contact des habitants et j'essaie de trouver des majorités pour défendre des projets et des valeurs de vie en commun. Je crois fortement à l'identité communale et à la notion de quartier. J'aime ma ville et trouve naturel de vouloir m'engager pour elle. La Ville de Genève a des particularités qui ne sont ni celles de Vandoeuvres ni celles de Thônex et le quartier d'Europe-Charmilles où je réside actuellement pulse différemment que celui de la Jonction où j'ai passé 23 ans de ma vie. Ce territoire appartient d'abord à ceux qui y habitent, même si nous ne devons pas oublier que nous sommes une ville-centre qui finance des infrastructures et notamment des prestations culturelles qui profitent à l'ensemble des Genevoises et Genevois du canton. Aujourd'hui, plutôt que devoir continuer à composer avec des décisions, je veux être à l'endroit où elles se prennent.

Le groupe Ensemble à Gauche sortant au Conseil municipal compte actuellement en son sein, il est important de le rappeler, 6 membres du Parti du Travail sur 8. Quel bilan tires-tu de son combat politique ? Quelles en sont les principales réalisations ?

Le bilan du groupe municipal est largement positif. Sur cette dernière législature, nous avons remporté plusieurs victoires auprès de la population en lançant des référendums contre le seul programme politique de la droite élargie qui était de couper 50 millions dans le budget de fonctionnement. Cela aurait voulu dire une détérioration du service public et des prestations à la population, une paupérisation de l'offre culturelle. Nous avons également combattu avec succès le projet architectural désastreux MAH+ et surtout la privatisation du musée qui aurait découlé du partenariat privé entre la Ville et un millionnaire actif dans les affaires pétrolières. Grâce à la pugnacité d'Ensemble à Gauche, des Verts et d'autres groupes associatifs de la vie civile, un nouveau projet nourri d'une vraie réflexion va pouvoir émerger. Pour les projets plus récents que nous portons et pour lesquels nous attendons une concrétisation depuis deux ans figurent des mesures pour l'accueil des migrants sur le territoire communal. Malheureusement, le travail des conseillers municipaux comporte de nombreuses frustrations et de projets différés.

Tu t'es publiquement positionnée comme candidate de la rupture avec le Conseil administratif sortant. Quel bilan tires-tu de l'exécutif actuel de la Ville ?

Puisque je suis là depuis douze ans, je distinguerai deux périodes, il y a eu celle où la gauche avait la majorité et puis, nous l'avons perdue, aujourd'hui les projets sociaux sont évidemment plus difficiles à passer. Mais cependant, alors que nous avions la majorité de 2007 à 2011 nous avons raté des occasions comme la mise en place d'un vrai réseau cycliste, la piétonisation, une vraie réflexion sur la mobilité, l'internalisation des nettoyeuses et nettoyeurs pour leur donner des conditions de travail décentes. Cela dit, il y aura eu un effort volontariste pour pouvoir répondre à toutes les demandes de places en crèche et cela est plutôt une réussite. Malheureusement, l'affaire des notes de frais a été un énorme choc et a instauré un climat de défiance entre la population et l'Exécutif. Il y a un lien de confiance primordial à restaurer. En me posant en candidate de la rupture, j'affirme que je veux rester proche des gens, ce qui veut dire renoncer aux privilèges liés à la fonction, baisser le salaire des Conseillers administratifs, instaurer un climat de transparence et travailler dans le respect des électeurs et les électrices.

L'affaire qui défraie aujourd'hui la chronique est bien sûr l'affaire des notes de frais du Conseil administratif. Deux magistrats en exercice, Guillaume Barazzone (PDC) et Rémy Pagani (Ensemble à Gauche), ont même été convoqués à titre de prévenus, pour gestion déloyale, par le ministère public. Quels commentaires peux-tu faire sur cette affaire ?

La prochaine législature devra être celle de la probité et de la transparence. Il est franchement regrettable que cet exécutif qui touche déjà des salaires de ministres, c'est le cas de le dire, n'ait pas remis en question un système incompréhensible pour la majorité de la population qui peine souvent à boucler les fins de mois. En cela, la faute revient aux cinq magistrats. Cette affaire de notes de frais risque d'occulter les actions positives de cet exécutif. Reste qu'aujourd'hui deux d'entre eux sont prévenus et que la seule qui n'est pas touchée par l'affaire est Sandrine Salerno, il faut donc faire des différences dans les responsabilités individuelles. Ensuite, il est évident que nous ne cautionnons pas des agissements abusifs d'autant plus douloureux s'ils sont le fait d'un élu de votre propre bord et qu'ils décrédibilisent le travail désintéressé des militants.

Quelles seraient tes priorités si tu devais être élue au Conseil administratif ?

Je concrétiserais les impulsions que j'essaie de donner depuis douze ans au Conseil municipal. Il faut un projet pour Genève et pas des réalisations au coup par coup. Dans quelle ville voulons-nous vivre ? Je veux penser la ville avec les Genevoises et les Genevois, une ville qui ne soit pas que pour les touristes, mais qui appartienne d'abord à ses habitants, en repensant la mobilité, en luttant pour la qualité de l'air et contre la gentrification à tous les niveaux. Il faut rétablir une justice territoriale en investissant autant dans les quartiers que dans le centre-ville. Il faut bâtir ensemble une ville vivante en tenant compte des problématiques des différents quartiers et des besoins des habitants. Construire du logement gris à tout va ne fait pas sens si on ne s'occupe pas dans le même temps des infrastructures tout autour, celles qui créent du lien entre les gens, qui font que vous êtes dans un espace urbain agréable et pas dans une cité-dortoir. Cela passe par des moyens pour les activités associatives et peut-être la création d'un bistrot, d'une boulangerie, d'un espace de quartier, un parc, la création de zones piétonnes. Et puis, au niveau culturel, je remarque qu'il faut un rééquilibrage dans les budgets, par exemple alors que le budget du Grand-Théâtre n'a cessé de croître au cours des années, celui des autres scènes a stagné voir diminué. Il faut cesser cette différence de traitement. Aujourd'hui, il a un projet important pour Genève qui est la Nouvelle Comédie, mais il ne doit pas se faire en tuant à petit feu la diversité culturelle et la majorité des artistes qui vivent dans des conditions de plus en plus précaires. Donc, il faut investir davantage de moyens ; pour cela il faut aussi interpeller les autres communes et le Canton qui profitent d'infrastructures et de prestations qu'ils ne payent pas.

Si tu devais être retenue comme candidate au Conseil administratif (et plus seulement comme candidate à la candidature), ce serait, en toute probabilité, sous la bannière d'Ensemble à Gauche, coalition qui comprend, en plus du Parti du Travail, solidaritéS et le DAL. Comment vois-tu l'avenir de cette alliance ?

C'est un assemblage électoral et la condition *sine qua non* pour essayer de retrouver la majorité au Conseil municipal avec l'Alternative. Nous avons cette responsabilité. Cependant Ensemble à Gauche ne peut exister que dans le respect mutuel et si aucune composante n'essaie d'imposer une volonté hégémonique à un autre groupe. Personnellement je regrette qu'il n'y ait pas de vrai débat politique et qu'il s'agisse plutôt d'un bras de fer pour arriver à imposer son candidat, quitte à parachuter une candidature sans ancrage. Je l'affirme haut et fort, il est temps à la gauche de la gauche aujourd'hui d'enfin proposer une femme à un exécutif et de se mettre en adéquation avec le discours féministe que nous portons.

Propos recueillis par Alexander Eniline

Bulletin d'information du Parti du Travail genevois
Paraît 10 fois par an
Rédaction, administration
25 Rue du Vieux-Billard
Case Postale 16
1211 Genève 8
pdt-ge@bluewin.ch
www.pdt-ge.org
022 321 79 58
ccp : 12-8747-5
mention : encre rouge
Editeur responsable :
Alexander ENILINE
Maquette :
Alexander ENILINE
Responsable expédition :
Sébastien ECUYER
Ont collaboré à ce numéro :
Alexander ENILINE, Maria PEREZ, Jean-David CHRISTINAT, Sébastien ECUYER, Yves ZEHFUS
Délai de remise des textes :
25 avril 2019
Tarif abonnements :
1 an : 20,-
Soutien : 40,-
Donateur : 60 :-

Désinformation 2.0

Il est de notoriété publique de dire que, si des événements tels que la révolution tunisienne ou le mouvement des Gilets Jaunes ont lieu, c'est grâce aux réseaux sociaux qui permettent de transmettre des information instantanément. Ils seraient, en quelque sorte, les outils de la démocratie. Or, il semble que ce qui a réellement changé avec ces technologies, c'est que l'autosatisfaction d'utiliser des appareils électroniques dits « intelligents » rend, à l'instar de la télévision, abruti par la publicité et la désinformation.

En effet, dans la ville de Sidi Bouzid en Tunisie, le jeune Mohammed Bouazizi (26 ans) s'était auto-immolé par le feu suite à la confiscation de son outil de travail (une charrette et une balance) pour ne pas avoir versé de pot-de-vin à la police, un agent s'étant au passage permis de le gifler sur la place du marché. Une forte mobilisation de la rue s'en était suivie que le monde entier a pu fliquer en live sur son appareil, limitant ainsi les débordements policiers. Aujourd'hui, lorsque le départ de l'ex-président Zine el-Abidine Ben-Ali est évoqué dans les médias, on attribue aux réseaux sociaux tout le mérite de cette mobilisation qui en est la cause.

Il en est de malheureusement de même pour le mouvement des Gilets Jaunes, où les médias bourgeois, n'ayant pas d'interlocuteurs officiels du mouvement, se sont contentés d'inviter sur leurs plateaux de télévision les youtubeuses et les youtubeurs qui avaient étés les plus regardés, dont les comptes Facebook étaient les plus visités et dont les opinions politiques étaient les plus compatible avec l'audimat souhaité, soit triés sur le volet. Ils y discutent de violence, sans oser mentionner, ou à dose homéopathique, les blessures de guerres infligées, hors du champ des caméras de télévision qui se tournent délibérément ailleurs, par une police bourgeoise utilisant des moyens disproportionnés face à des « casseurs » qui brisent des symboles du capitalisme (McDonald's, BNP Paribas, le Fouquet's,…), pas des crânes...

Ainsi, Mark Zuckerberg, créateur et propriétaire de Facebook devenu multimilliardaire (61,8 milliards USD) grâce aux revenus de la publicité vue par ses utilisatrices et utilisateurs, nous est vendu au quotidien comme un genre de héros de la révolution 2.0 par les agences de presse. Avec un tel raisonnement, on pourrait attribuer toutes les victoires historiques à un moyen de communication en fonction de l'époque. Certes, il y a des monuments dédiés aux pigeons voyageurs, mais ceux-ci n'intéressent guère les consommatrices et consommateurs d'info-spectacle adeptes du selfie.

Sébastien Ecuyer

Déclaration universelle des droits de l'homme

Mercredi 13 mars a été diffusé un débat dans l'émission « Infrarouge » intitulé : "Les droits de l'homme, de l'histoire ancienne ?".

Le fait que la Suisse ait « ratifié les principales conventions de l'ONU relatives à la protection des droits de l'homme » (dixit le DFAE) ne fait pas de notre pays un parangon de vertu. Faire la leçon à d'autres États sous le prétexte que notre "civilisation" donne le bon exemple me paraît exécrable. S'ajoute à cela le fait que cette tendance à pointer du doigt ce non respect des droits de l'homme à certains États est à géométrie variable. Lorsqu'il s'agit de signer des traités de libre échange avec la Chine, nos politiciens ne se permettent pas de refuser de les signer parce que la Chine bafouent (pour paraphraser certains propos) les droits de l'homme ! Par contre, lorsque certains critiquent le communisme, l'un des "arguments" qui ressortent est ce non respect de la Chine envers lesdits droits de l'homme ...

Ici, à Genève, nous éprouvons encore beaucoup de peine à faire en sorte, par exemple, que nous naissions libres et égaux en droits!

Au risque de paraître pompeux voire « religieux », et en guise de conclusion, je dirai que cette recherche d'humanisme ne saurait se réduire à « la déclaration universelle des droits de l'homme ». Je tente, à travers mes actions, mes paroles et mes écrits, de m'approcher le plus possible de cette recherche ...

Jean-David Christinat

Membre du comité directeur du Parti du Travail

Réchauffement climatique

Le réchauffement climatique est un phénomène d'augmentation de la température moyenne des océans et de l'atmosphère à l'échelle mondiale sur plusieurs années. Il est observé depuis environ vingt-cinq ans. Il est attribué aux activités humaines à 90%. Selon les dernières projections du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, créé par l'ONU en 1988), il pourrait croître de 1,1 à 6,4° C supplémentaires.

La Suisse va connaître un climat plus sec, des précipitations qui seront plus abondantes avec moins de neige. Si nous restons à ne rien faire et continuons à vivre ainsi, nous aurons des périodes de sécheresse plus longues ou des précipitations moyennes qui vont diminuer. Par conséquent, les sols seront plus secs, les cours d'eau de basse altitude plus chauds, et les périodes d'étiage très sévères. En été, la température sera en moyenne de 2,5 à 4,5° C plus élevée qu'actuellement, avec des périodes de sécheresse d'environ trois semaines. Les jours les plus chauds de la période estivale pourraient augmenter de 2 à 5,5° C. par exemple, ici à Genève, la température pourrait atteindre de façon régulière 40° C. les canicules comme l'an passé pourraient devenir la norme. Les précipitations seront plus fortes annuellement en moyennes, avec 10% de pluie en plus.

C'est à nous de proposer des mesures concrètes en soutenant le mouvement des jeunes qui luttent pour le climat. L'abandon de toutes les énergies fossiles, de tous les dérivés du pétrole (plastique entre autres) est nécessaire. Il faut que tous les transports publics, taxis, VTC, livraisons, soient des véhicules électriques ou à hydrogène et que la mobilité douce devienne une priorité absolue pour ces dix prochaines années.

La taxe sur l'aviation à mon avis n'aura un effet contraignant que si elle est mise en vigueur sur tous les continents. Il y a trop de routes aériennes qui traversent la Suisse de long en large. Les mesures à prendre, c'est de restreindre les créneaux horaires de l'aviation d'affaire et privée, de diminuer les vols navettes entre Genève et Zürich, en gardant le même nombre de passagers, avec des avions plus gros de la dernière génération (Airbus A320-321 néon) et correspondant uniquement avec longs courriers au départ de Zürich ou de Genève. Pour tous les vols de points à points de moins de cinq heures de train seraient soumis à restriction.

La déforestation mondiale, les exploitations minières de tous genre, le dépeuplement des villages au profit des villes, le braconnage par les mafias seront l'objet d'autres articles.

Yves Zehfus

Inadmissible attaque d'Avenir Suisse contre le service public

Pendant que la jeunesse descend dans la rue pour le climat et notre avenir à tous, d'autres continuent à prôner la fuite en avant dans le capitalisme néolibéral, malgré le désastre social et écologique auquel il a déjà mené. L'officine néolibérale Avenir Suisse vient ainsi de proposer pas moins que…la privatisation de la Poste. Argument : la rentabilité de la Poste est en baisse, et devrait baisser encore ; donc, il faut laisser faire le libre-marché et la concurrence, qui sont la solution magique à tous les problèmes. Par ailleurs, la mission de service public universel de la Poste coûte cher, et ne serait même pas vraiment indispensable à l'ère du numérique.

Cette « proposition » d'Avenir Suisse n'a pas manqué de recueillir des soutiens, en tout cas des signes d'ouverture, de la part de politiciens de droite. Le conseiller national PLR Philippe Nantermod a ainsi dit que la question se pose légitimement, puisque la Poste est d'ores et déjà une SA et fonctionne de fait comme une entreprise à but lucratif. Remarquons que, contrairement à ce que la droite prétend, et conformément à ce que nous avons toujours dit, l' « autonomisation » des régies publiques est bien un premier pas en direction de la privatisation.

Le conseiller national PDC Guillaume Barazzone (par ailleurs conseiller administratif en Ville de Genève) ne serait pas opposé à une privatisation de PosteFinance, car il n'y aurait pas besoin d'une banque d'Etat en Suisse, puisque de toute façon il y a assez de banques privées et que la garantie apportée par la Confédération biaise la concurrence. Rappelons que M. Barazzone est convoqué par le ministère public à titre de prévenu pour gestion déloyale…

Il faut le dire clairement, la proposition de privatisation de la Poste avancée par Avenir Suisse est celle d'un vol pur et simple d'un service public essentiel, qui appartient au peuple. La Poste remplit une mission de service public essentielle, qui est déjà par trop mise à mal par sa direction actuelle, et par les absurdes impératifs de marché auxquelles elle est soumise. Elle doit redevenir une régie publique qui n'a pas à être rentable, mais à remplir une mission au service de la population. Quant aux politiciens et propagandistes libéraux, ils jouent un rôle profondément nuisible dans notre pays. Il faut absolument les combattre.

Alexander Eniline

La République des conseils de Bavière et les communistes

La connaissance de l'histoire n'est pas qu'une affaire d'historiens. Elle est indispensable pour comprendre le présent, et tracer la voie de l'avenir. Sans passé il ne peut y avoir d'avenir. Le Parti du Travail attache une importance considérable à l'histoire du mouvement ouvrier et communiste, comme de tous les mouvements des classes populaires pour leur émancipation, depuis le début de l'histoire connue et sur toute la planète. Le mercredi 20 mars, nous recevions Hermann Kopp, historien et président de la Fondation Marx-Engels en Allemagne, venu pour faire une conférence, passionnante et instructive, sur un épisode pas toujours connu de l'histoire du XXème siècle. Nous en résumerons les éléments essentiels pour nos lecteurs.

La Bavière à l'heure de la Révolution de Novembre

Au mois de novembre 1918, une révolution prolétarienne balayait le régime de Guillaume II en Allemagne, mettant ainsi fin au IIème Reich et à la Guerre. La dictature militaire qui avait cours pendant la guerre s'effondre, l'ordre bourgeois vacille et des conseils d'ouvriers et de soldats se mettent en place. La malheur de la révolution allemande fut de ne pas avoir eu de parti révolutionnaire à sa tête, qui aurait su la mener jusqu'au bout. De ce fait, elle s'arrêta à mis chemin, et confia son destin aux dirigeants du SPD, le parti social-démocrate allemand, qui ne firent semblant de la rejoindre que pour la trahir, aider la réaction à se réorganiser, pour ensuite noyer la révolution dans le sang. Il n'y en eut pas moins plusieurs tentatives de ne pas laisser la révolution mourir, de la pousser jusqu'au bout, jusqu'à une authentique révolution socialiste. La dernière, et la plus radicale, de ces tentatives eut pour théâtre la Bavière.

La Bavière ne semblait pourtant pas prédestinée à être à l'avant-garde de la révolution. C'était alors une région encore très rurale et peu industrialisée, dominée par le catholicisme politique – incarné par le BVP (Parti populaire bavarois), l'ancêtre de la CSU. La révolution y débuta néanmoins 2 jours avant Berlin. Et elle avait à sa tête Kurt Eisner, membre de l'USPD (scission du SPD unie essentiellement par son opposition à la guerre), qui était résolu de faire triompher effectivement la révolution. Il refusa de coopérer avec les anciens dirigeants militaires, et soutint activement le développement des conseils crées au cours de la révolution, en qui il voyait l'embryon d'une authentique démocratie populaire. Cependant, les efforts d'Eisner étaient contrecarrés par le SPD, qui était majoritaire dans son cabinet. Lors des élections au Landtag de Bavière, tenues le 12 janvier 1919, le BVP arriva en tête, suivi du SPD, alors que l'USPD avait subi un échec retentissant. Eisner accepta de démissionner, mais fut assassiné par un extrémiste de droite alors qu'il était sur le chemin du Landtag, lettre de démission en poche.

La « Deuxième Révolution »

L'assassinat de Kurt Eisner conduisit à la « deuxième révolution », partie d'un mouvement essentiellement spontané de la classe ouvrière. Une grève générale de plusieurs jours éclata dans toute la Bavière, de nouveau conseils ouvriers virent le jour, et ceux existant déjà changèrent de caractère, décidant d'êtres désormais des organes d'un nouveau pouvoir populaire, et non plus des courroies de transmission du SPD. A Munich, un congrès des conseils d'ouvriers, soldats et paysans de Bavière se réunit pour trouver une solution de crise. Le SPD y était encore majoritaire, mais même sa base s'était radicalisée. Malgré des divergences, le congrès se proclama pouvoir législatif suprême de Bavière. Une solution de compromis proposée par le SPD fut votée, afin de conjurer le danger de guerre civile : la constitution d'un gouvernement 100% socialiste, dominé par le SPD. Le Landtag accepta. Un ministère socialiste fut donc constitué. Mais il ne satisfit pas les ouvriers, car, contre les problèmes pressants dont souffrait le peuple – chômage, faim et pénuries de logement et de charbon – le gouvernement ne fit pas grand chose.

Face à la déception provoquée par le gouvernement socialiste, prit forme un mouvement populaire pour la république des conseils, qui exigeait que les conseils assument désormais la totalité du pouvoir. La radicalisation de la classe ouvrière, ainsi que de la base de l'USPD et du SPD, progressait rapidement. Les ministres sociaux-démocrates eux-mêmes se sentirent contraints de se rallier. Le 7 avril 1919, la République des Conseils fut proclamée dans pratiquement toute la Bavière. Cependant, le gouvernement social-démocrate se réfugia à Bamberg, ville de province extrêmement conservatrice, afin de préparer l'étouffement économique et la défaite militaire de la révolution.

La République des Conseils

La République des Conseils existait donc désormais. Le KPD (Parti communiste d'Allemagne) allait y jouer un rôle essentiel. Le KPD fut fondé au tournant 1918-1919. Au début, il ne comptait que très peu de membres en Bavière, et était à peine identifiable dans la galaxie de la gauche radicale avant mi-mars 1919. Cependant, il grandit très rapidement, passant d'une centaine à plusieurs milliers de membres en quelques mois, au point de devoir finir par édicter des règles pour mieux contrôler les nouvelles adhésions. Cette croissance était due principalement à l'activisme du nouveau parti, soutien inconditionnel du système des conseils, et prônant une république

des conseils immédiatement. Il avait alors à sa tête des dirigeants aux tendances gauchistes, notamment son président, Max Levien. La direction centrale du KPD décida alors, à la mi-mars, d'envoyer plusieurs représentants à Munich, dont **Eugen Leviné**, pour convaincre la section bavaroise de tempérer son activisme par une stratégie fondée sur une évaluation plus réaliste du rapport de forces et orientée sur un objectif de conquête à terme de la majorité de la classe ouvrière.

Eugen Leviné s'est concentré sur la réorganisation du KPD, le renforcement de sa discipline et de son implantation dans la classe ouvrière. Il parvint à convaincre ses camarades de donner la priorité aux tâches immédiates qu'aux grandes espérances d'avenir, qu'une révolution socialiste ne pouvait survivre dans la seule Bavière, trop dépendante du reste de l'Allemagne, et ne pourrait triompher avant que la classe ouvrière ne se réorganise pour la lutte dans tout le Reich, qu'une proclamation immédiate d'une république des conseils ne serait qu'aventurisme condamné à la défaite. Il fut élu rapidement président du KPD. Max Levien en resta le dirigeant le plus connu, mais changea de discours. Cependant, la nouvelle orientation du KPD ne fut pas de suite remarquée, si bien que cela fut une surprise quand une délégation du KPD déconseilla la proclamation immédiate de la République des Conseils et les postes de commissaires du peuple offerts. La République des conseils fut néanmoins proclamée.

Elle était dirigée par un Conseil central révolutionnaire provisoire, dont les membres étaient sincères, mais dépourvus de vision stratégique ; et se contentaient de fait de déclarations verbales. Ils laissèrent néanmoins une latitude maximale aux Conseils ouvriers. La bourgeoisie prit si peur qu'elle consentit des concessions majeures : hausses spectaculaires des salaires et réduction des heures de travail. C'est pourquoi les ouvriers s'identifièrent à la République des conseils, et les mises en garde du KPD ne furent pas écoutées. Mais, quelques jours à peine après la proclamation de la République des conseils, le gouvernement socialiste réfugié à Bamberg tenta un coup d'Etat contre-révolutionnaire, qui parvint à arrêter plusieurs membres du Conseil central révolutionnaire provisoire, mais échoua face à la résistance armée des ouvriers de Munich. Il fut par contre un succès à d'autres endroits de la Bavière. Une réunion des conseils d'entreprises et des casernes désigna alors un nouveau gouvernement révolutionnaire, un comité exécutif, formé de 3 membres du KPD, un de l'USPD, et un du SPD. Leviné, malgré ses réticences initiales, accepta d'en prendre la tête. Cette période est souvent appelée la « République communiste des conseils », bien que le KPD demeurât en fait minoritaire au sein des comités d'entreprises, auxquels le comité exécutif devait rendre quotidiennement des comptes.

Le gouvernement Leviné prit les mesures d'urgences qui s'imposaient pour tenter de sauver la révolution : distribution de 20'000 fusils aux ouvriers, constitution d'une armée rouge, remplacement de la police par une garde rouge, interdiction des journaux bourgeois, mise en place de tribunaux révolutionnaires, contrôle du trafic et surveillance des communications ; réquisition des banques et des réserves d'argent, réquisition des stocks de nourriture, distribution des logements vides et usines placées sous contrôle des comités d'entreprises. Ces tâches ne purent être réalisées que dans la mesure où le gouvernement communiste bénéficiait d'un soutien massif et d'une participation enthousiaste de la classe ouvrière. De fait, il accomplit plus pour les ouvriers dans le bref laps de temps dont il disposa que tous les

gouvernements précédents, bourgeois et « socialistes » réunis.

De la contre-révolution au nazisme

La réaction était déterminée à écraser cette « ulcère rouge » avant qu'elle ne puisse se propager. Le ministre « socialiste » Gustav Noske envoya contre la République des conseils de Bavière ses corps francs, formés de la pire racaille d'extrême-droite. Malgré une résistance héroïque, la lutte était inégale. La République des conseils fut noyée dans un horrible bain de sang, ponctué d'innombrables assassinats, souvent accomplis de la manière la plus barbare, et de milliers de condamnations à mort, après des simulacres de procès. Eugen Leviné déclara au sien « nous les communistes sommes toujours des morts en sursis ». Il fut fusillé le jour même.

Le SPD avait accompli son sale boulot et, comme au niveau du Reich, la contre-révolution triomphante n'avait plus besoin de lui. Moins d'une année après l'écrasement de la République des conseils, le SPD et chassé sans ménagement du gouvernement. La Bavière était désormais tenue en main par la pire réaction. D'épicentre de la révolution qu'elle fut, la Bavière devint le foyer du mouvement nazi.

Alexander Eniline

Où va la France ?
Gilets jaunes contre le président des riches

Conférence-débat en collaboration avec le PCF de Haute-Savoie

Le vendredi 12 avril
A 18h30
A la salle du Cercle du Mail
25 Rue du Vieux-Billard
1205 Genève

Entrée libre, venez nombreux !

Inscription obligatoire : www.jeunespop.ch

Votations populaires du 19 mai 2019

Positions du Parti du Travail

Votations fédérales :

- RFFA fédérale : NON
- Directive sur les armes : OUI

Votations cantonales :

- CPEG loi 1 : liberté de vote
- CPEG loi 2 : NON
- Question subsidiaire : loi 1
- Loi sur les heures d'ouverture des magasin : NON
- RFFA cantonale : NON
- Initiative pour une politique culturelle cohérente : OUI
- Initiative pour des primes d'assurance-maladie plafonnées à 10% du revenu : OUI
- Contreprojet : OUI
- Question subsidaire : Initiative

Rejoignez-nous !

Fondé en 1944, le Parti Suisse du Travail lutte depuis inlassablement pour les intérêts et aspirations légitimes des travailleurs, pour la rupture avec le capitalisme, pour une nouvelle société socialiste. Vous aussi, rejoignez le Parti du Travail, et sa lutte pour un monde plus juste:

☐ Je souhaite adhérer au Parti du Travail

☐ Je souhaite m'abonner à l'Encre Rouge

☐ Je souhaite recevoir des informations sur le Parti du Travail

Nom :_____

Prénom :_____

Adresse :_____

_____

NPA :_____

Localité :_____

A renvoyer à : Parti du Travail, Case postale 16, 1211 Genève 8
Ou à pdt-ge@bluewin.ch